

Gouvernance, organisation et mécanismes de fonctionnement du média de fact-checking IvoireCheck

1. Propriété du média et responsabilités institutionnelles

Le présent document décrit le cadre de gouvernance, d'organisation et de fonctionnement du média de fact-checking IvoireCheck. Il présente l'identité des responsables, la structure organisationnelle, les instances éditoriales, les sources de financement ainsi que les politiques internes mises en place pour garantir l'indépendance éditoriale, la transparence, la rigueur journalistique et la crédibilité des contenus publiés. Il détaille également les mécanismes de prévention des conflits d'intérêts, d'examen périodique des processus, de gestion des plaintes et de recrutement des collaborateurs, conformément aux standards professionnels du journalisme et de la vérification des faits.

Le propriétaire direct principal d'IvoireCheck est Monsieur Lassina Sermé. Il exerce les fonctions de Président du Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELICI) et assume la responsabilité institutionnelle du média IvoireCheck. En cette qualité, il assure la gouvernance générale, la supervision stratégique et la représentation du média auprès des partenaires et institutions. Il est propriétaire des activités liées à la direction institutionnelle, à la coordination stratégique, à la gestion des partenariats et à l'orientation globale du projet de fact-checking. Ses contacts professionnels sont le +225 27 21 32 21 33 et le +225 07 08 20 66 66.

Un autre propriétaire direct d'IvoireCheck est Monsieur Kébé Mamadi. Il est journaliste de profession et occupe la fonction de rédacteur en chef du média. À ce titre, il est responsable de la direction éditoriale, de la validation des contenus publiés, de l'encadrement des journalistes et de la mise en œuvre du processus de vérification des informations. Il est responsable des activités éditoriales du média, notamment la production et la supervision des contenus de fact-checking, la structuration de la ligne rédactionnelle et la garantie de la qualité journalistique. Son contact professionnel est le +225 07 48 47 38 86.

Les propriétaires indirects d'IvoireCheck sont constitués des membres du réseau, composés essentiellement de journalistes professionnels. Ces derniers détiennent une propriété indirecte du média à travers leur appartenance au réseau collaboratif et leur contribution régulière aux activités de fact-checking.

Les membres du réseau sont collectivement propriétaires des activités de production collaborative, de vérification et de recoupement des informations, de participation aux enquêtes de fact-checking, ainsi que des actions de sensibilisation du public à la lutte contre la désinformation. Ils participent également aux activités de formation, de renforcement des capacités et d'éducation aux médias portées par IvoireCheck.

2. Organisation interne et séparation des fonctions

La localisation physique du média est établie en Côte d'Ivoire, dans la commune d'Adjamé, Cité 80 logements, bâtiment D2, au quatrième étage, porte 59 qui fait office de siège opérationnel pour les activités de coordination et de production éditoriale.

Cette organisation permet d'assurer une séparation fonctionnelle claire entre les instances de gouvernance, de production éditoriale et de soutien technique, garantissant ainsi la crédibilité et la fiabilité du média IvoireCheck.

3. Instances éditoriales et dispositif de production des contenus

Le comité éditorial d'IvoireCheck est chargé de définir les orientations éditoriales, de veiller au respect des principes déontologiques du journalisme et des standards du fact-checking, ainsi que d'assurer la cohérence et l'indépendance des contenus publiés.

La rédaction, placée sous l'autorité du rédacteur en chef, est responsable de la production, de la vérification, de la validation et de la publication des contenus de fact-checking, ainsi que de l'encadrement des journalistes et contributeurs impliqués dans le processus éditorial.

L'équipe technique assure le bon fonctionnement des plateformes numériques du média, la gestion du site internet, la sécurité des données, la mise en ligne des contenus et l'appui technique aux activités éditoriales.

4. Sources de financement et transparence financière

Les sources de revenus du média de vérification des faits IvoireCheck proviennent essentiellement de partenaires institutionnels et techniques engagés dans la promotion de l'information fiable, de la liberté de la presse et de la lutte contre la désinformation.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) constitue la principale source de financement du média, représentant environ 50 % des revenus. Les appuis financiers provenant

des États-Unis d'Amérique, notamment à travers des programmes soutenus par l'Ambassade des États-Unis, représentent environ 20 % des revenus. L'Agence de Soutien et de Développement des Médias (ASDM) contribue à hauteur de 15 % des ressources financières du média.

CFI (Canal France International) apporte un soutien représentant environ 5 % des revenus, principalement à travers des projets de renforcement des capacités et d'appui aux médias. Les financements issus de la France représentent également environ 5 % des revenus du média. L'UNESCO contribue à hauteur d'environ 5 % des ressources financières.

5. Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts

Une politique spécifique de gestion des conflits d'intérêts est établie afin de garantir l'indépendance éditoriale, l'objectivité des analyses et la crédibilité des contenus de fact-checking publiés. Cette politique s'applique à l'ensemble des membres du comité éditorial, aux journalistes, fact-checkers, collaborateurs, contributeurs occasionnels ainsi qu'à toute personne impliquée dans le processus de production, de validation ou de diffusion des contenus.

Tout acteur participant aux activités de fact-checking est tenu de déclarer de manière proactive tout lien personnel, professionnel, financier, politique ou institutionnel susceptible d'influencer, ou d'être perçu comme influençant, son jugement, son impartialité ou l'objectivité de son travail. Cette déclaration intervient avant le traitement d'un sujet et est actualisée chaque fois qu'une situation nouvelle se présente.

Lorsqu'un conflit d'intérêts avéré ou potentiel est identifié, des mesures correctives sont immédiatement mises en œuvre. Celles-ci peuvent inclure le retrait du collaborateur concerné du traitement du sujet, la réaffectation du dossier à un autre journaliste ou fact-checker, ou le renforcement de la supervision éditoriale par le comité éditorial. Aucun contenu ne peut être publié sans que les risques de conflits d'intérêts aient été évalués et traités.

La transparence constitue un principe central de cette politique. Les affiliations pertinentes, partenariats ou soutiens institutionnels susceptibles d'avoir un lien avec un sujet traité sont rendus publics lorsque cela est jugé nécessaire pour l'information du public. Cette exigence vise à renforcer la confiance des lecteurs et à prévenir toute perception d'influence indue.

La politique de gestion des conflits d'intérêts s'étend également aux relations avec les partenaires techniques, financiers et institutionnels. Les sources de financement n'exercent aucune influence sur le choix des sujets, le traitement éditorial, les conclusions des vérifications ou la publication des contenus. Toute tentative d'ingérence est formellement proscrite et signalée au comité éditorial.

Le respect de cette politique fait l'objet d'un suivi régulier dans le cadre des réunions éditoriales et des examens périodiques des processus internes. Tout manquement constaté peut entraîner des mesures disciplinaires internes, conformément aux règles de fonctionnement du média et aux standards déontologiques du journalisme.

6. Examen périodique des processus éditoriaux et opérationnels

Une disposition formelle d'examen périodique des processus est mise en œuvre chaque lundi et vendredi sous forme de réunions éditoriales. Ces rencontres ont pour objectif de garantir la qualité, la cohérence et la conformité des activités du média aux standards professionnels et déontologiques.

Elles portent notamment sur la revue des contenus publiés, la planification éditoriale, le suivi des procédures internes, l'évaluation des incidents ou anomalies éventuels, la coordination entre les différentes équipes ainsi que l'archivage des décisions et actions arrêtées, afin d'assurer la traçabilité et la transparence des processus.

7. Procédure de gestion des plaintes et mécanisme de rectification

Une procédure formalisée de gestion des plaintes est mise en place afin de traiter de manière rapide, rigoureuse et transparente toute contestation ou tout signalement relatif aux contenus publiés. Les plaintes reçues sont enregistrées, analysées par le comité éditorial et donnent lieu, le cas échéant, à des corrections, clarifications ou rectifications, conformément aux standards journalistiques.

Chaque plainte, ainsi que la décision et les actions qui en découlent, fait l'objet d'un archivage systématique, permettant d'assurer la traçabilité des traitements et de contribuer à l'amélioration continue des pratiques éditoriales.

8. Politique de recrutement et sélection des collaborateurs

IvoireCheck applique une politique de recrutement claire et structurée afin d'assurer la sélection de collaborateurs compétents, intègres et alignés sur les valeurs du média. Les recrutements reposent sur des critères objectifs incluant les qualifications professionnelles, l'expérience, le respect de l'éthique journalistique et les compétences en vérification de l'information. Le processus est supervisé par le comité éditorial afin de garantir l'équité, la transparence et la non-discrimination.